

Nous voulons tous édifier un Canada fort et libre, mais je sais qu'il existe différents points de vue sur la façon d'y parvenir. Permettez-moi de dire quelques mots aux nationalistes qui s'opposent à l'idée d'une association plus étroite avec les États-Unis. Au cours des prochains mois, le Canada rendra publiques certaines "options" quant à la nature de la relation commerciale future du Canada avec les États-Unis. Une option, avancée par le gouvernement précédent et toujours d'actualité, réside dans le libre-échange sectoriel. Une autre pourrait consister en un arrangement plus global de libre-échange assorti de sauvegardes. Une troisième pourrait consister en la recherche d'un ensemble d'avantages supplémentaires. Chacune de ces options - et certes d'autres aussi - comporte des avantages et des inconvénients pour le Canada, et il faut les examiner très attentivement.

Il est une option que nous ne proposerons pas: celle du statu quo. Nous croyons en effet que cette option serait fatale à notre prospérité et, partant, à l'indépendance du Canada. Nous dépendons des exportations pour près de 25 p. 100 de notre produit national brut. Une nation comme la nôtre ne peut se permettre l'immobilisme dans un monde agité et façonné par une nouvelle compétitivité, les avances technologiques et le protectionnisme. Et nous ne pouvons pas davantage nous réfugier dans les bons moments d'isolement relatif du passé. Je me rappelle vaguement la victoire de la coupe Grey de 1948; quels que soient les problèmes des Stampeders aujourd'hui, ils ne se dissiperont pas en rappelant Fritz Hansen. Nous devons chercher à régler les problèmes de demain avec les équations de demain.

Il y a peut-être une option qui offre une solution de rechange réaliste à une association économique plus étroite avec les États-Unis. Mes collègues et moi-même serions très intéressés à la connaître et à l'examiner. Dans le débat que nous espérons susciter, les Canadiens qui craignent l'influence des États-Unis doivent davantage à leur pays que de simples avertissements sur ce qu'il nous faut éviter de faire. Ils doivent à leurs concitoyens des propositions réalistes et détaillées sur les façons dont le Canada peut espérer prospérer en gardant ses distances de son voisin et de son plus important partenaire commercial. Toute proposition, y compris celles que le gouvernement met de l'avant, doit être discutée dans le détail et jugée. Mais, étant donné la nécessité certaine du changement, il me semble juste de demander aux critiques de proposer des solutions. À ce stade de la vie de notre pays, nous avons besoins d'options et non simplement d'objections.